

Nouveaux éléments sociologiques de la politique

par Alfred FRISCH

Directeur de la revue « Les Problèmes de l'Europe ».



Les peuples donnent l'impression d'être de plus en plus difficilement gouvernables. Partout, le fossé se creuse entre les citoyens et l'Etat, partout les responsables politiques doivent faire face à des problèmes qui paraissent presque insolubles. Les formes et les structures des régimes politiques respectifs n'y changent rien. Certes, les gouvernements autoritaires ont davantage de facilités pour étouffer les oppositions ou pour retarder la manifestation publique des sentiments populaires que les Etats démocratiques, mais il n'y a pas le moindre doute que le divorce entre l'Etat et les citoyens existe aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, dans les pays industrialisés comme dans le tiers monde. A cet égard, rien n'est plus significatif que les espoirs ou les illusions qui accompagnent pendant un certain temps à travers le monde les tentatives faites ici et là — en général sans grand succès — de donner au socialisme un visage humain, de nouer une alliance entre une liberté et une justice sociale également parfaites ou de découvrir des voies exemplaires vers un socialisme à la fois satisfaisant et efficace.

Le malaise politique qui règne dans le monde et qui n'est nullement lié à notre société de consommation occidentale, car il est évident aussi là où l'abondance matérielle forme encore un rêve, est principalement provoqué par le développement économique et social, pour les uns une réalité et pour les autres un objectif d'autant plus urgent que les vagues d'informations qui déferlent continuellement sur notre globe et qu'aucune barrière n'arrête plus entièrement rendent conscient tous les retardés de ce qui est aujourd'hui possible et, par conséquent, hautement souhaitable. Bien entendu, les malaises politiques n'ont pas pour autant les mêmes causes dans les pays industrialisés et dans le tiers monde. Leurs motivations changent avec le degré de développement économique et social. Les racines sont cependant identiques, dans ce sens que l'efficacité d'un pouvoir politique, qu'il soit démocratique ou autoritaire, est désormais jugé selon la

somme de satisfaction ou de mécontentement, d'espoir ou de frustration, d'équilibre ou de déracinement que sa politique économique et sociale procure à ses citoyens. Nous voudrions, néanmoins, limiter nos réflexions à ce phénomène qu'on appelle plus ou moins arbitrairement la société de consommation, car il fait ressortir d'autres données sociologiques que les sociétés économiquement encore en voie de développement. L'Union Soviétique se place, malgré ses défauts d'organisation, pour plusieurs raisons dans la première catégorie.

L'échec de la philosophie occidentale du progrès est probablement la cause profonde de la désorientation sociologique et morale, si fortement ressentie par notre société. Nous avons dû nous rendre à l'évidence que le progrès n'amène pas le bonheur et que malgré toutes les réussites matérielles, la somme des besoins insatisfaits de tout genre reste identique. Il s'agit donc d'une course sans fin qui s'accompagne d'un découragement et d'une fatigue croissants, parce que l'amoncellement des espoirs déçus a des effets de plus en plus déprimants, pendant que la technique rend la vie de chaque individu de plus en plus dure, sans parler du perfectionnement écrasant de la bureaucratie. On ne saurait guère trouver des remèdes sans se pencher sur les causes d'une évolution contraire aux prévisions. Nous n'avons d'ailleurs point l'ambition de proposer des solutions ni d'établir un diagnostic. Plus modestement, nous voudrions attirer l'attention sur un certain nombre de facteurs sociologiques qui exerceront désormais, selon notre avis, une influence notable sur la politique, avec l'obligation du pouvoir d'en tenir raisonnablement compte.

Nous croyons notamment que certaines notions de la science politique doivent aujourd'hui être modifiées, parce que les proportions politiques ont changé, parce que les systèmes élaborés pour des minorités déterminantes risquent d'échouer lamentablement dans des sociétés de masse.

Les mécanismes politiques ont toujours été conçus pour être maniés par un petit nombre de personnes. Les deux modèles classiques de la démocratie, la Grèce et l'Angleterre, en sont la meilleure démonstration. Le suffrage universel direct est un phénomène secondaire aussi longtemps que les décisions les plus importantes se trouvent entre les mains d'une élite qui se sent suffisamment responsable et suffisamment forte pour ne pas se laisser influencer par ce qu'on peut considérer d'une façon très vague et rarement définie comme la volonté populaire. Pourtant, ce qui est grave en politique, ce n'est pas ce qu'on appelle généralement la massification, mais la contradiction qui existe entre le poids des masses qui manifestent des prétentions multiples et leur refus de participer ou d'assumer des responsabilités.

A cette première contradiction s'ajoute une deuxième qui résulte du fait que dans une société théoriquement dominée par le grand nombre et par

des principes égalitaires plus ou moins bien compris, les minorités agissantes s'arrogent le droit de manipuler les masses en invoquant la nécessité d'agir en leur nom en raison de leur inévitable passivité. Par ailleurs, le jeu démocratique est faussé par les interventions de groupes marginaux, dont le poids propre est minime, mais qui, grâce aux circonstances, peuvent peser lourdement sur les décisions, comme par exemple les pêcheurs anglais dont les voix sont, paraît-il, indispensables pour la réélection d'une vingtaine de députés conservateurs, de telle sorte que ces derniers menaçaient de ne pas voter pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun si leurs électeurs pêcheurs se sentaient lésés par le traité d'adhésion. Il est assez curieux que dans une société de masse qui est présentée un peu partout comme la préoccupation essentielle de la science politique de notre temps, des minorités de toutes sortes puissent continuer à exercer une influence absolument disproportionnée par rapport à leur nombre, qui seul devrait compter dans la dite société de masse.

Ce jeu des minorités a aussi comme résultat que des changements sont facilités ou imposés par des forces qui n'y sont point directement intéressées ou qui poursuivent de tout autres objectifs. C'est souvent le cas pour l'agitation des extrémistes de gauche qui veulent uniquement détruire les structures existantes, mais qui provoquent des réformes souvent précipitées et pas toujours heureuses. L'exemple le plus caractéristique est fourni par les Eglises. A la discussion sur leur malaise ou leur inadaptation ne participent pas seulement ou souvent même pas principalement les fidèles, mais dans une large mesure ceux qui ne sont nullement liés par la foi et qui avaient même mis en doute la raison d'être de l'Eglise. Pourtant, il est certain que ces éléments extérieurs exercent une influence considérable sur le climat à l'intérieur des Eglises et sur les décisions de réforme.

L'équilibre politico-psychologique est, en outre, faussé par une mauvaise appréciation du facteur temps. D'une part, la science politique est convaincue d'une évolution ultra-rapide et, d'autre part, elle continue à penser dans les normes politiques, idéologiques et philosophiques des siècles passés. L'actualité qu'on redonne un peu partout à Marx est significative, lorsque, au même moment, les mêmes « penseurs » affirment que nous vivons déjà dans la société postindustrielle, étant donné que Marx a élaboré ses théories dans une société qui était presque encore préindustrielle. Avec une égale légèreté, on se réfère à Freud, tout en préconisant la priorité des ordinateurs, dont le rôle présumé est évidemment incompatible avec l'épanouissement du subconscient.

La prospective est sans doute un exercice utile, à condition qu'on y fasse entrer le facteur temps en comprenant que les données élémentaires de la société ne changent pas tous les vingt ans pour la simple raison qu'elles sont intimement liées à la nature de l'homme. Cette dernière, si elle n'est

pas nécessairement immuable, se distingue en tout cas par une grande pesanteur essentiellement conservatrice. Contrairement aux fantaisies ou aux illusions de nombreux idéologues, l'homme n'est porté ni vers la révolution ni vers l'évolution, mais s'accroche désespérément aux situations acquises. Tout deviendrait plus simple si l'on ne supposait pas que ce qui existe aujourd'hui sera inévitablement dépassé demain, lorsque, par conséquent, nos intellectuels ne se croiront plus obligés d'être dans le vent en faisant preuve d'un remarquable esprit d'adaptation anticipé au lieu de mettre leurs forces à la disposition d'une indispensable construction permanente. Nous sommes arrivés à cette absurdité que trop de nos soi-disant penseurs voient dans l'évolution non pas seulement une loi de la nature ou une fatalité, mais un élément extérieur à la société, de telle sorte que tous soient obligés de s'y adapter rapidement s'ils ne veulent pas être déphasés et donc hors circuit.

Cette adoration de l'évolution est directement en rapport avec l'exagération de l'influence du progrès technique. N'est-il pas stupéfiant que de nombreuses personnes d'une intelligence incontestable donnent l'impression en parlant du rôle possible de l'ordinateur d'ignorer totalement que cette machine ultra-perfectionnée ne donne des résultats que dans la mesure où elle a été préalablement nourrie en données par l'homme ? Ces mêmes personnes ne sont pas non plus frappées par le fait que la mentalité petite-bourgeoise férocement accrochée à la stabilité et à des valeurs simplistes devient de plus en plus dominante dans une société postindustrielle, caractérisée selon ses prophètes par le triomphe de la technique avancée. Le rétablissement d'un équilibre sociologique et donc aussi politique sérieusement ébranlé suppose l'acceptation, surtout dans la conscience des intellectuels, de la primauté de l'homme par rapport à la technique et une plus juste appréciation du facteur temps, de telle sorte que la patience puisse à nouveau être considérée comme une vertu politique, après avoir été honteusement reléguée à l'arrière-plan par les grands prêtres de l'évolution.

En réalité, les novateurs sont souvent restés idéologiquement prisonniers du passé, dont ils ont aveuglément ou fidèlement adopté des idées, en partie mal comprises, en partie bien naïves. L'affirmation d'Aristote que l'homme est un animal politique est ainsi admise comme vérité de base sans qu'on se préoccupe de la signification de cet axiome dans notre temps. Avec une légèreté encore plus grande, on s'accommode sans réflexions sérieuses du fondement philosophique du marxisme et du maoïsme que l'homme est bon et que sa mauvaise conduite n'est qu'une conséquence de structures sociales inappropriées. Au risque de faire renaître des controverses considérées par beaucoup comme dépassées ou définitivement réglées, il nous paraît indispensable de nous pencher sur ces deux sources d'erreurs sociologiques et politiques, car si l'on ne mettait pas fin à

certaines confusions et illusions, on n'aurait aucune chance de redonner à la société moderne un minimum d'équilibre.

D'après Aristote, l'homme n'est pas un animal politique, parce qu'il est pénétré d'une vocation ou parce qu'il trouve naturel de vivre en société. L'homme se distingue tout simplement par l'animal du fait qu'il est incorporé dans la cité et que cette situation lui impose nécessairement certaines règles de conduite. Bien entendu, il s'agit là de constatations fort banales, qui malheureusement ont cependant donné lieu à certaines déductions aussi superficielles que répandues. En effet, on croit trop souvent que l'homme en tant qu'animal politique est un être social naturellement disposé à vivre non pas seulement dans des groupes plus ou moins limités, mais d'une manière plus générale en société.

Or, toute l'histoire humaine démontre que l'homme est, sauf rares exceptions, par nature un être asocial et égocentrique qui ne respecte même pas automatiquement le cadre familial. Des circonstances extérieures lui ont évidemment fait comprendre rapidement et toujours à nouveau qu'il ne peut pas vivre seul et qu'il a besoin des autres. Mais les forces centrifuges, pour ne pas dire égoïstes, ont continué à se manifester et à influencer sa conduite. La sociologie politique, qui aime se baigner dans des illusions, n'a que rarement voulu tenir compte de cette évidence.

Pour devenir un animal politique, l'homme a besoin de structures qui déterminent ses rapports avec ses prochains et qui lui signifient ses limites. Le mal de la société contemporaine résulte dans une large mesure de la disparition des structures. Cet état de choses se reflète dans cette contradiction souvent enregistrée que la massification coïncide avec un sentiment de solitude de l'individu.

On peut observer un certain parallélisme entre la dévalorisation des structures traditionnelles et l'emprise croissante de l'Etat avec sa bureaucratie. Cette opposition est particulièrement nette dans les pays en voie de développement, où les communautés familiales et tribales, qui ont pendant longtemps fourni une base solide à la société en désignant à chaque individu sa place d'une façon fort ordonnée, sont progressivement remplacées par un pouvoir central nouvellement établi, qui perd inévitablement le contact avec l'individu, décide au lieu de comprendre et ordonne au lieu de guider.

Des rapports satisfaisants entre le citoyen et l'Etat ou entre l'individu et le pouvoir responsable de la conduite de la société sont impossibles sans l'existence de structures intermédiaires qui donnent à l'homme un sentiment de sécurité et dans lesquelles il s'insère volontairement, grâce à une libre décision ou par l'acceptation consciente d'une tradition. L'Etat n'est pas une structure susceptible de transformer l'homme en animal politique, mais une forme d'organisation indispensable pour l'administration de la

cité. Même si le citoyen est pénétré de sens civique au plus haut degré, il ne saurait que difficilement s'identifier à l'Etat, dont l'appareil bureaucratique n'évitera jamais entièrement l'arbitraire et apparaîtra toujours à l'individu comme une force inhumaine, à chaque instant capable de l'écraser.

Les vraies structures de la société accueillent, rassurent et permettent l'épanouissement de l'individu. Elles ont, en outre, le devoir et la capacité de freiner ou au moins de canaliser la violence qui est dans l'homme. Les structures ont été dans une première phase la famille, la tribu ou les communautés volontairement formées telles que les Eglises, et dans une deuxième phase, politiquement plus évoluée ou plus démocratique, les partis ainsi que les classes sociales dans la mesure où elles créaient effectivement une conscience commune.

Toutes ces structures sont à présent fortement menacées et encore plus fortement contestées, si elles ne se trouvent pas déjà en état de décomposition. La tribu comme d'ailleurs la communauté villageoise ou urbaine a été sacrifiée à la centralisation étatique et aux exigences de la société de masse. L'état pitoyable de la famille en tant qu'institution fait partie de nos évidences sociologiques. Les Eglises consacrent les forces qui leur restent à leur autocritique au lieu d'accueillir ceux qui se sentent désorientés, tout en se mettant elles-mêmes cruellement en cause. Les partis politiques meurent d'anémie, parce qu'ils ne trouvent plus de militants. Ayant perdu leur raison d'être, ils ont cessé d'être de grandes familles politiques et n'offrent plus aucune chance d'épanouissement à ceux qui pourraient lutter pour leurs objectifs. Et quoi qu'en disent les propagandistes marxistes de toutes les tendances, il n'y a plus de place pour une conscience de classe dans une société de consommation dominée par une mentalité petite-bourgeoise, à l'Est autant qu'à l'Ouest. Les inégalités qui subsistent, bien sûr, dans notre société, quel que soit le niveau de vie atteint, se placent absolument en dehors du cadre marxiste des classes et ne donnent malheureusement pas lieu à de grands mouvements de solidarité.

La démolition des structures n'a été qu'en partie une conséquence de l'évolution. Dans une mesure non négligeable, elle est due à des actions politiques. Les structures sont nécessairement liées au passé et représentent des traditions. Ceux qui se considèrent comme les forces du progrès se croient donc obligés de lutter contre elles, d'une part, dans un désir plus ou moins honnête d'émancipation et, d'autre part, pour enlever les obstacles sur le chemin qui devrait mener vers le bonheur. A la suite d'un jugement superficiel et en méconnaissance des données réelles, ces mêmes éléments confondent les structures d'accueil et d'épanouissement avec l'Etat, et les sacrifient en même temps à leur nihilisme d'apparence révolutionnaire. Dans leur conception du monde, il n'y a plus de place pour la famille ni pour les Eglises ni même pour les partis politiques, dont la sclérose incon-

testable leur fournit un prétexte pour une condamnation définitive, afin de les remplacer par des groupuscules qui ne réussissent pas à grandir, parce qu'ils doivent laisser à chacun un maximum de liberté d'action en ne lui imposant qu'un minimum de restriction sociale ou morale. Une fois de plus, en pleine contradiction, les uns s'efforcent de s'installer dans la stabilité absolue d'une société de consommation en croyant trouver l'équilibre nécessaire dans le confort individuel, les autres, qui sont normalement du point de vue social les éléments les plus actifs, se réfugient dans la contestation avec un esprit entièrement négatif.

La société moderne se trouve ainsi en face du vide. Or, contrairement à la croyance naïve de Marx et de Mao, qui constitue la base erronée d'un système finalement maintenu par la seule force, l'homme n'est au départ ni bon ni social. Toutes les tentatives faites dans le cadre des transformations plus ou moins révolutionnaires des mécanismes de la société pour changer le caractère de l'homme ou pour lui permettre l'épanouissement de sa prétendue bonté ainsi que de son sens de la justice sociale ont été vouées à l'échec. Toute politique et toute organisation de la société qui ne s'appuieraient pas sur les réalités humaines et qui continueraient à travailler avec des fictions, dont la vanité a pourtant été largement prouvée, ne seront finalement que des sources de désordre et de déséquilibre. Qu'on nous pardonne de proclamer des vérités élémentaires et de risquer ainsi de sombrer dans une banalité affligeante, mais n'importe quel observateur à peu près clairvoyant doit constater que toute politique et toute action sociale risquent à présent d'être faussées et même rendues inefficaces par cette vague de faux idéalisme socialiste qui noie toute pensée politico-sociale dans un curieux enthousiasme révolutionnaire de salon purement théorique et sans égards pour les cruels échecs des expériences bien concrètes menées dans le bloc communiste.

Quelles sont ces réalités humaines : surtout l'égoïsme individualiste et un penchant naturel vers la violence. Tout en sachant ne pas pouvoir vivre seul et être obligé de tenir compte de l'existence du prochain et, par conséquent, de la société, l'être humain rue continuellement dans les brancards et se sent opposé à la société, s'il n'essaie pas provisoirement de se plonger dans un bain communautaire afin de se servir d'un déchaînement de sa société pour assouvir ses passions. On assiste ainsi à des explosions révolutionnaires ou fascistes.

Lorqu'on observe les enfants, on remarque trop souvent que leur instinct naturel ne les pousse point à planter des fleurs, mais à les arracher ou les casser. A travers les peuples et les continents, le respect de l'arbre, pourtant source de bien-être, suppose toute une éducation et toute une culture. N'est-il pas à la fois alarmant et instructif que presque toujours le passage

à l'indépendance nationale d'un peuple soit suivi par une période de violence, dont la justification politique est difficilement démontrable ?

L'état déplorable de la société internationale actuelle où des pays sous-développés s'offrent le luxe de révolutions, d'expulsions réciproques et de guerres au lieu de jeter la base de leur prospérité, est à notre avis largement dû à cette coïncidence malheureuse que l'accession à l'indépendance d'un grand nombre d'Etats a lieu au moment même où les structures nationales sont particulièrement inefficaces. La surenchère des puissances mondiales qui ne veulent pas compromettre le maintien ou l'extension de leurs zones d'influence laisse libre cours à toutes les absurdités des nations dites jeunes. Personne ne joue plus dans le monde le rôle du gendarme, aucun concert des nations n'essaie plus d'imposer un minimum d'harmonie et d'empêcher les enfants politiques du globe de casser continuellement leurs jouets. C'est presque avec nostalgie qu'on pense au travail malgré tout constructif des congrès de Vienne ou de Berlin. Si, d'autre part, l'Afrique noire francophone a été ces quinze dernières années à l'abri, à quelques exceptions près, des bouleversements violents, elle doit probablement sa tranquillité relative au maintien de ses liens non pas seulement économiques et politiques, mais aussi sentimentaux avec la France, qui lui a ainsi servi indirectement de guide et aussi de point d'appui.

Sur la base de ces observations, on peut se demander si l'action politique n'a pas été jusqu'à présent beaucoup trop ambitieuse, s'il n'est pas moins important d'atteindre des objectifs idéologiques ou doctrinaires que d'établir un ordre raisonnablement démocratique qui permette de canaliser les bonnes et mauvaises impulsions des hommes afin d'établir un équilibre supportable entre l'individu et la société. Une telle œuvre réaliste, modeste et pourtant difficile suppose qu'on étudie sérieusement les causes dont les hommes de notre époque affirment souffrir pour essayer ensuite d'y porter remède.

La solitude d'une société de masse, l'abandon des vieillards, la désorientation des jeunes qui prétendent sombrer dans l'ennui, tout un climat dépourvu d'optimisme et baigné dans une morosité abondamment décrite et exploitée par les intellectuels de notre époque, ne sont que des problèmes secondaires ou artificiels du point de vue socio-politique. Depuis que le monde existe, l'homme se plaint d'être seul en face de son destin. La recherche de l'âme compréhensive et le besoin rarement satisfait du dialogue remontent également jusqu'aux nuits des temps. On peut aussi se demander si le vieux paysan souvent chassé de la table de ses enfants et relégué dans un coin des fermes européennes d'autrefois avec une écuelle et une cuillère de bois n'était pas plus heureux que celui qui se plaint maintenant d'un cruel isolement au milieu d'un grand ensemble où on a mis spécialement à sa disposition un petit logement doté de tout le confort

nécessaire. Quant à l'ennui des jeunes, il est davantage le fruit de suggestions malsaines que de données sociologiques.

Pourtant, le malaise de notre société n'est pas une pure imagination. A notre avis, il est en premier lieu dû à un comportement nihiliste de plus en plus généralisé, qui rejette les structures traditionnelles pour se perdre ensuite dans le vide. Aucune société n'est à la longue pensable sans un engagement minimum de ses membres en faveur de l'une ou de l'autre tâche sociale qui s'impose. Toute société viable a, en outre, besoin d'un fondement idéologique, d'une croyance quelconque, soit en Dieu, soit en l'Humanité, soit en Mao. A cet égard, la démolition des églises par une contestation simili-révolutionnaire est aussi néfaste que le rejet des idéologies par la plupart des partis politique. (Notons en passant que même dans le monde communiste, le marxisme a perdu une grande partie de son rayonnement.)

André Philip, cet homme politique français hors série, socialiste religieux, économiste, défenseur du tiers monde, alternativement profondément réaliste et idéaliste rêveur, a magistralement analysé les causes du malaise de notre société dans une conférence prononcée en 1957 à Strasbourg. Il voit en effet la principale caractéristique de la culture européenne dans l'inquiétude fondamentale, le désordre permanent, l'absence de sécurité et de repos, une condition peu confortable, due à la « recherche passionnée de la vérité en sachant qu'on ne la trouvera jamais totalement », due aussi « à la volonté forcenée de la justice et de la liberté », en sachant qu'on ne la réalisera pas. C'est donc, tout à la fois, une revendication et la connaissance sur tous les plans de l'impossibilité de la réaliser d'une façon concrète et totale. C'est une dialectique, dans laquelle s'affrontent des contraires sans que jamais — et c'est là la grande différence avec la dialectique de Hegel ou de Marx — n'apparaissent des synthèses possibles, mais seulement des compromis utiles, des ordres provisoires, qui doivent être sans cesse reconstruits et réinventés. L'homme européen est un être poussé par une force vivante, qui rend tous les buts à la fois nécessaires et insuffisants. »

Au lieu d'accepter cette vérité, au lieu de comprendre que l'insatisfaction est un des principaux ressorts de toute activité sociale et humaine, nos sociologues et politistes s'acharnent à cultiver le mécontentement, dans le curieux espoir de trouver des solutions en suggérant à l'humanité des complexes de toutes sortes, des frustrations multiples et des traumatismes inévitables.

A côté du nihilisme, déjà mentionné, notre société est moralement ébranlée par une grande peur de tout ce qui est susceptible de troubler la paix monotone de la consommation permanente, qui est ensuite elle-même transformée en source d'inquiétude et même en malaise social.

Jamais, les psychologues et les politistes n'ont autant recommandé ou même ordonné aux individus d'assumer leur responsabilité, aux petits enfants aussi bien qu'aux lycéens, aux ouvriers et à tous ceux auxquels on promet le salut par la participation et l'autogestion prétendue démocratique. Mais peut-être jamais, la fuite devant les responsabilités n'a-t-elle été aussi grande. La faute en incombe à cette grande peur cultivée quotidiennement par tous, par les psychologues et psychiatres aussi bien que par les futurologues et les plus petits commentateurs de la radio ou de la télévision, sans parler des savants qui nous prédisent des catastrophes, ni des hommes politiques qui nourrissent la peur par démagogie.

Personne n'ignore que les peuples sont fatigués de la guerre et qu'ils aspirent aussi bien à la prospérité qu'à la stabilité. Le malaise de la société se manifeste surtout là où le niveau de vie a atteint un certain degré, où l'individu risque de perdre un bien-être relatif, mais toujours péniblement acquis. L'exigence d'une sécurité aussi absolue que possible est parfaitement naturelle, non pas seulement pour la dite société de consommation, mais aussi et surtout dans une Europe qui a eu ces 25 dernières années la chance de se libérer des cauchemars d'un passé bouleversé et qui se croit, malgré tout le pessimisme et le nihilisme, en droit d'espérer que ses masses bénéficieront enfin du progrès technique et économique.

Or, tout est entrepris dans un esprit d'irresponsabilité incroyable par tous les milieux responsables dans les différents domaines pour « insécuriser » l'homme européen. Dans une situation de parfait plein emploi, on parle du matin au soir du chômage, au moment d'une explosion universitaire qui s'accompagne d'un extraordinaire épanouissement de l'instruction et de la formation, on sème de cruels doutes au sujet des futures carrières des jeunes. En présence de jeunes enfants, souvent très sensibles, on déclare tranquillement en famille que dès l'âge de sept ans, le petit être est définitivement formé, de telle sorte que tous ceux qui ont raté l'heureux ou miraculeux train de l'école maternelle resteront d'une façon ou d'une autre hypothéqués pendant toute leur existence. Les enfants qui résistent à de telles épreuves sans complexes graves et sans traumatisme doivent être rudement solides.

L'amélioration de la sécurité jusqu'à l'exclusion du risque n'est pas un remède contre cette peur qui augmente avec la sécurité, car plus un individu est installé dans la prospérité et dans une solide situation acquise, plus il redoute de perdre ses avantages. La peur s'accroît, en outre, avec le progrès technique et économique, bien que tous sachent que leur prospérité et leur sécurité soient intimement liées à ce progrès. Une fois de plus, les démagogues de l'insécurisation permanente et intégrale sont diaboliquement à l'œuvre, qu'il s'agisse des gauchistes ou des utopistes qui feignent être convaincus de l'effet corrupteur de l'ascension économique, qu'il

s'agisse des penseurs faussement idéalistes ou subrepticement politiques qui croient devoir défendre les valeurs humaines contre la technique et ses serviteurs, qu'il s'agisse des savants qui, tout en consacrant toute leur existence au progrès, sans avoir jamais su juger suffisants les crédits pour leurs travaux, lancent des avertissements alarmants au sujet de leur propres découvertes, de telle sorte que sans le moindre doute, la pollution des esprits est en fin de compte nettement plus grande et plus dangereuse que la pollution de l'air et de l'eau, souvent odieusement exagérée.

Il nous paraît fort probable que à l'heure actuelle notre société a moins besoin de réformes que d'un changement de mentalité chez tous ces maîtres à penser, de l'instituteur jusqu'au philosophe, qui devront enfin comprendre l'aberrante contradiction qui existe entre le besoin de sécurité de l'homme et l'insécurité permanente à laquelle ils l'exposent.

Une attitude nouvelle envers le travail mérite également l'attention des sociologues et politistes. En France, pays qui se trouve probablement à cet égard à la pointe de l'évolution, plusieurs grèves ont dernièrement eu comme motif ce qu'on pourrait appeler une fuite devant le travail mécanique avec le très net désir — souvent inavoué — d'un retour vers la nature. L'exemple le plus frappant a été un genre de révolte désespérée des ouvriers non qualifiés, dotés sans justification du beau titre d'« ouvrier spécialisé », d'une importante usine de la société nationale Renault installée au Mans, dans un milieu encore largement rural. Ces ouvriers, en majeure partie des jeunes fils de paysans qui ne pourront désormais plus gagner leur vie dans l'exploitation familiale, n'ont au départ revendiqué aucune majoration de salaire, reconnaissant au moins indirectement qu'ils étaient bien payés. Ils ont surtout voulu protester contre la monotonie de leur travail, qui leur demande davantage une longue présence qu'une participation intelligente quelconque. Ils ont déclaré ne pas pouvoir supporter l'idée d'être condamnés pendant toute leur vie à une activité professionnelle sans intérêt, tout en se plaignant d'un isolement social qui les empêche de profiter de leurs loisirs. Les conversations avec ces grévistes ont, en outre, fait ressortir qu'ils sont encore inadaptés à la société industrielle, dont ils ne saisissent ni les rouages ni les conditions de fonctionnement, et qu'ils manquent en même temps curieusement d'ambition et de vigueur, car presque aucun d'eux n'a sérieusement envisagé une promotion sociale, bien que la formation professionnelle permanente est à présent organisée en France sur une large échelle avec une très grande publicité, tout en étant depuis longtemps favorisée par la société Renault.

D'une façon moins évidente, d'autres entreprises françaises doivent tenir compte du problème des « ouvriers spécialisés » qui deviennent de plus en plus rares à l'embauche, même dans des régions rurales. La seule réponse semble être une automatisation poussée de la production pour réduire au

minimum la main-d'œuvre non qualifiée. Dans ce cas, on risque néanmoins un certain chômage structurel dans la mesure où une fraction des jeunes continuera à se soustraire à l'effort et aux sacrifices matériels d'une formation professionnelle prolongée.

On a, d'autre part, constaté, toujours en France, que des grèves peu motivées ont lieu à des périodes durant lesquelles l'agriculture a besoin d'une main-d'œuvre saisonnière. Il est certain que les jeunes ouvriers de Renault n'étaient pas pressés de retourner à l'usine, parce qu'ils trouvaient provisoirement une occupation satisfaisante dans les fermes de leurs parents. Les cheminots d'un dépôt de Bourgogne ont de leur côté suivi un ordre de grève donné pour des raisons politiques à Avignon, uniquement pour se détendre pendant quelques jours en soignant la vigne.

Presque en même temps, un journal soviétique a publié la déclaration d'un directeur d'une grande usine de Léninegrad qui affirme avec amertume que dans une Russie qui se veut la patrie des travailleurs on trouve de plus en plus difficilement des ouvriers non qualifiés, parce qu'il y a une véritable fuite devant le travail manuel, surtout s'il est nécessairement monotone. Indépendamment des structures économiques et sociales, on se trouve donc en face des mêmes phénomènes.

Ajoutons que différentes enquêtes françaises font ressortir que la majorité des jeunes ouvriers ainsi que des ouvriers célibataires, ne supportant donc que de faibles charges familiales, préfèrent actuellement une réduction de la durée du travail à une augmentation des salaires. Cette priorité donnée à la qualité de la vie par rapport à la quantité de la consommation est cependant assez ambiguë, parce que personne ne souhaite réellement accepter une limitation de son confort. La préférence accordée à la qualité de la vie est encore due à une réaction spontanée, irréfléchie et provisoire. En face des soucis quotidiens, la consommation prime toujours.

Ce qui est encore plus grave : le désir général d'une augmentation des loisirs s'accompagne de l'incapacité plus ou moins directement avouée de les meubler d'une façon satisfaisante afin d'échapper à l'ennui, à la solitude et à la frustration, sans parler du fait que personne n'évalue sérieusement le coût des loisirs, qui sont, de leur côté et d'une certaine manière, un produit de consommation. Il est rare qu'un lien soit établi entre les loisirs et la promotion sociale ou tout simplement la culture individuelle. Les enquêtes menées en milieu ouvrier ne démontrent qu'un très faible goût pour la lecture ou la musique. Tout, même le sport, est souvent considéré comme une source de fatigue. Cette fatigue semble être une véritable obsession des milieux ouvriers, plus ou moins démagogiquement ou consciemment cultivée par les syndicats, les sociologues et les églises, de telle sorte qu'on pousse la masse peu à peu vers le nihilisme et une sorte de

sourd désespoir, au moment même où elle a à sa disposition tous les moyens nécessaires pour s'épanouir.

Quant à l'obsession bien subjective de la fatigue et de la peur de plus en plus malade du travail, dont on exagère la monotonie, due en partie à l'individu même, parce qu'il refuse de plus en plus de s'intéresser à sa tâche quotidienne, elle incite très naturellement les jeunes ouvriers à manifester dans les rues pour obtenir l'abaissement de l'âge de la retraite, spectacle auquel on assiste, par exemple, régulièrement en France, comme d'ailleurs en Italie. Il est encore plus affligeant que de jeunes cadres commencent leur vie active avec le souci d'une retraite confortable en vue d'une existence qu'ils croient particulièrement riche le jour où ils ne seront plus obligés de se rendre régulièrement dans un bureau ou dans une usine. Cette obsession de la retraite est un poison psychologique et conduit au vieillissement anticipé des hommes, même de ceux qui n'ont pas un travail physiquement épuisant à exécuter tel que les bureaucrates. La situation socio-psychologique est d'autant plus malsaine que les retraités supportent mal la diminution subite de leurs revenus et se plaignent partout de la monotonie de leur existence, tout en souffrant d'une inactivité forcée. Un peu partout, on commence donc de considérer les personnes âgées comme les grandes victimes et le nouveau sous-prolétariat de la société de consommation. L'image dorée de la retraite conçue dans les jeunes cerveaux est donc reflétée par le miroir de la vie avec les traits grimacés d'une vieille misérable. Les conséquences de ces ambiguïtés, de ces contradictions et de ces légèretés intellectuelles sont évidentes : un mécontentement grave et croissant qui risque de provoquer des explosions.

Quelles en sont les causes ? Il y a tout d'abord une psychose moderne qui exagère l'obsession kafkaëenne ainsi que les conséquences de l'environnement sur l'existence de l'homme auquel on suggère de plus en plus d'être victime de tout, de la technique, de multiples pollutions, d'une bureaucratie inhumaine, des difficultés de transport, de la tristesse des banlieues, de l'anonymat des grands ensembles et d'innombrables sources de fatigue qui conduiraient à l'accélération de son vieillissement, bien que ces mêmes hommes atteignent un âge moyen de plus en plus élevé.

Plus fondée que cette psychose collective semble être la crainte ou la certitude que le rythme de vie imposé par la technique est difficilement compatible avec la nature humaine. La pénétration des appareils et machines dans la vie privée s'accompagne de tensions nerveuses considérables, déjà parce que toutes ces machines ont la mauvaise habitude de tomber en panne à des moments particulièrement inopportuns. Celui qui se déplace à pied a beaucoup moins de crainte d'arriver en retard à un rendez-vous que celui qui s'engouffre avec sa voiture dans un imprévisible trafic urbain. Il s'achemine donc vers son but avec une plus grande tranquillité d'esprit.

Dans une compagnie d'assurance, les erreurs de calcul ou de comptabilité d'une dizaine d'employés créent moins de désordre et moins de surmenage qu'une seule défaillance de l'ordinateur.

Dans le monde ouvrier, la productivité sans cesse accrue pose également un problème véritable. L'exemple français est à cet égard significatif. L'ouvrier français moyen se distingue par une plus grande vitesse de travail que son collègue allemand. D'après les statistiques de l'OCDE, la productivité ouvrière française est ainsi environ 20 % plus élevée que la productivité ouvrière allemande. Dans le passé, cette plus grande intensité du travail a été compensée par des arrêts assez fréquents. Or, la combinaison de la rapidité française avec le système d'organisation américain peut conduire à la longue à une surcharge insupportable. Il paraît en tout cas indiqué de se faire quelques idées sur les limites supérieures de la productivité ouvrière et de ne pas admettre tacitement que son accroissement est indéfiniment possible.

Malheureusement, les syndicats, même ceux qui ont une longue tradition gestionnaire, se montrent désarmés en face de ces nouveaux phénomènes sociaux et ne jouent certainement pas le rôle d'un guide qui s'efforcerait d'indiquer au travailleur une place convenable dans la société industrielle, en lui permettant d'arriver à une situation d'équilibre sociologique, psychologique et humaine. La plupart des syndicats succombent à un triste matérialisme en limitant leur vocation à des revendications salariales avec comme seul complément l'amélioration des conditions de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite au lieu de se préoccuper sérieusement de la condition humaine dans la société moderne. Il est particulièrement regrettable que les efforts en vue d'une plus large participation individuelle de l'ouvrier au sort de l'entreprise et à l'organisation de sa production soient presque toujours dus à des initiatives patronales ou gouvernementales et se heurtent aussi presque toujours à une assez vive résistance des syndicats qui se soucient beaucoup moins du sort de l'ouvrier que de leur poids à l'intérieur du système économique. Leur objectif n'est pas un meilleur équilibre humain et social dans l'entreprise, mais la mobilisation des ouvriers en faveur de leur propre politique.

Le déséquilibre de la société est aggravé par un faux rationalisme qui déforme avec ses ambiguïtés l'action politique, d'ailleurs aussi bien dans le monde capitaliste que dans le monde communiste. On tue le père, paraît-il, par soif de liberté, d'indépendance et d'auto-réalisation, pour se réfugier immédiatement après dans l'ombre d'un autre père, que celui-ci s'appelle Che Guevara, Mao ou dernièrement pour une partie de la jeunesse américaine, tout simplement et traditionnellement, Jésus (dégagé de son Eglise). On se lance dans des doctes études sur le marxisme, on préconise la supériorité de la technique et l'on s'adonne à une philosophie

contradictoirement matérialiste et nihiliste, pour se plaindre en même temps d'une civilisation vouée à la consommation, dépourvue de foi et incapable de donner un sens à la vie. La mort du prêtre coïncide avec la mort du militant au moment même où la jeunesse explique son mal profond par l'absence de vocation dans un monde trop exclusivement tourné vers les biens matériels. La jeunesse absorbe en millions d'exemplaires les romans d'un Hermann Hesse qui malgré son esprit révolté est resté intimement lié aux valeurs traditionnelles d'une spiritualité loin de tout matérialisme, uniquement parce qu'il a été lui-même sans cesse à la recherche du sens de la vie et parce que les jeunes des pays industrialisés espèrent trouver dans ses écrits une réponse à leur propre inquiétude, jusqu'à la fuite dans les rêves malsains de la drogue. Tous ces jeunes, convaincus du dynamisme d'une société de masse, négligent totalement le fait que ce même Hermann Hesse a condamné la bourgeoisie non pas en faveur de la masse, mais pour glorifier l'élite en réservant son olympe spirituel justement à ceux qui sont capables de s'élever au-dessus de la médiocrité des masses. Dans un de ses romans, il reproche notamment à la bourgeoisie d'avoir installé une démocratie dans laquelle elle a remplacé la puissance par la majorité, la violence par la loi et la responsabilité par des modes de scrutin. Ses idées sont bien loin des fantaisies de nos gauchistes et des douces illusions de nos hippies.

En tout cas, la recherche du sens de la vie et de la spiritualité ainsi que l'intérêt manifesté même à l'Est pour les convulsions internes des Eglises démontrent clairement l'échec du rationalisme et du matérialisme. Seulement, dès qu'on retourne sur la scène politique, souvent les mêmes éléments croient trouver des solutions dans les sentiers battus du marxisme et sur les multiples voies latérales du socialisme qui en bifurquent, en ornant ce socialisme, pour le renouveler et le rendre crédible, d'un adjectif miraculeux effaçant toutes les erreurs et toutes les défaites du passé. Il devient ainsi chrétien, humaniste, chilien, africain, et il reçoit en tout cas un visage humain. Bien entendu, on évite soigneusement toute discussion sur la contradiction évidente entre le besoin de spiritualité et un socialisme qui, sous toutes ses formes, a un fondement matérialiste, même s'il s'appelle chrétien. On oublie surtout qu'aucun système politique ou social n'est à lui seul en mesure de donner un sens satisfaisant à la vie, ni une base morale solide à la société.

L'illusionnisme socialisant va de pair avec une sentimentalité aberrante et disproportionnée. La contradiction entre le retour à la violence qu'on observe un peu partout et le refus non pas seulement d'accepter l'injustice — ce qui est normal — ni les conséquences directes de la violence — ce qui est compréhensible, bien que discutable — mais aussi les manifestations naturelles et courantes du destin est à première vue surprenante,

mais pourtant explicable par le désir général d'une sécurité absolue et surtout par cette curieuse tendance de considérer tout risque comme asocial.

On retrouve le faux rationalisme et aussi une conception absurde d'une société juste et humaine, lorsqu'on est obligé d'assister à de vastes lamentations publiques sur des catastrophes d'une portée limitée, qu'il s'agisse d'un tremblement de terre, d'un accident de chemin de fer, d'une hécatombe sur les routes durant un week-end trop long ou simplement de la chute mortelle de quelques alpinistes, et lorsqu'on constate en même temps avec quelle passivité scandaleuse la même société admet par exemple la misère de millions de réfugiés bengalis ou l'expulsion arbitraire de 40.000 Iraniens d'Irak, événement auquel la grande presse internationale n'a consacré que quelques lignes.

La contradiction devient encore plus grave dans le domaine politique. Que chaque parti et que chaque idéologie exploitent à ses fins les victimes de l'autre, est évidemment normal, mais que par exemple, le sort d'une jeune révolutionnaire noire jugée aux Etats-Unis à la suite d'un grave attentat fasse couler des larmes dans des braves milieux bourgeois dépasse les limites du raisonnable, surtout lorsqu'on pense que la chasse aux intellectuels en Union Soviétique ou de nombreuses arrestations injustifiées à Prague ne provoquent dans les mêmes milieux aucune réaction notable, abstraction faite de quelques considérations théoriques sur le progrès social, la liberté, l'inexorable lutte des classes et l'aspiration éternelle du socialisme vers un humanisme rayonnant. Puisque l'homme ne peut vivre dans le nihilisme ni dans le matérialisme absolu, ceux qui croient possible de rejeter les structures traditionnelles, en se dégageant aussi bien de la famille que de la foi, qu'elle soit religieuse ou politique, se réfugient donc dans un sentimentalisme assez ridicule et peu compatible avec leur propre philosophie.

La situation de la société industrielle serait moins critique, si ces révolutionnaires et contestataires se donnaient la peine de réfléchir avant de définir superficiellement leurs objectifs. Ils comprendraient alors qu'il existe pour le moment une incompatibilité lourde de conséquences entre les exigences sociales formulées par tous les défenseurs du progrès et de la justice et l'égoïsme individuel qui est une donnée élémentaire, pour ne pas dire dominante de la société de consommation. L'incompatibilité n'est pas moins grande entre un collectivisme de plus en plus répandu et un manque de civisme éclatant. Or, aucun système collectiviste à peu près sensé ne peut fonctionner sans un minimum de civisme, comme aucune justice sociale n'est concevable sans un minimum d'esprit de sacrifice de tous les membres de la société.

Quelles conclusions tirer de cet exposé inévitablement sommaire et peut-être un peu confus d'un certain nombre de données sociologiques plus

qu'indirectement déterminantes pour les structures et l'action politiques ? En premier lieu, il nous semble indispensable de se demander dans quelle mesure la démocratie telle que nous la concevons actuellement est possible dans une société de masse. Sans pouvoir donner dans le cadre de cette étude une réponse à une question aussi grave, nous voudrions livrer à la réflexion des lecteurs deux remarques : 1) Sous le régime actuel des colonels, la masse du peuple grec dispose d'une plus grande liberté qu'elle n'avait jamais connue dans les anciennes cités grecques, pourtant considérées comme le berceau de la démocratie. 2) La démocratie est intimement liée à la responsabilité. Or, cette responsabilité ne saurait être acceptée que par des individus, et jamais par la masse collectivement.

Nous avons donc de sérieux doutes que l'application des règles classiques de la démocratie, conçues soit pour une élite, soit pour un nombre réduit de citoyens permette de faire fonctionner une démocratie de masse. D'autre part, on doit sérieusement se demander si l'information est réellement l'instrument essentiel ou la condition fondamentale de la démocratie moderne ou s'il ne vaudrait pas mieux se tourner avant tout vers l'éducation et la culture. Autrefois, il y avait un parallélisme entre la responsabilité, l'éducation et la culture. Autrement dit, le sens des responsabilités allait de pair avec ce qu'on pourrait appeler le savoir-vivre politique. S'il est aujourd'hui généralement admis qu'il y a un redoutable décalage entre le progrès technique et l'évolution des idées ou des idéologies, sans qu'on tire d'ailleurs de cette constatation les conclusions qui s'imposent, on semble encore largement négliger un deuxième décalage probablement encore plus grave pour la démocratie et l'équilibre social, celui qui existe entre l'accroissement du niveau de vie des masses et la stagnation du progrès culturel. Si l'on veut vraiment s'attaquer à ce mal, il faudrait avant tout comprendre que l'éducation ne doit pas conduire en premier lieu à une accumulation de connaissances, mais à la formation du caractère et au savoir vivre dans le sens le plus large.

